

son siège dans le moment, a généralement un budget assez élevé, et il a aussi plusieurs relations dispendieuses qui contribuent de temps à autre à augmenter les dépenses.

M. l'Orateur, je n'exige pas beaucoup de l'honorable ministre; mais je crois que, dans les circonstances, j'ai le droit de lui demander quelques informations. Si les assertions que j'ai faites sont bien fondées, s'il est vrai qu'il y a aujourd'hui pour les neuf mois écoulés un déficit déterminé de plus de cinq millions de piastres, je crois que tout en n'ayant pas le droit d'exiger des détails de la part de l'honorable ministre, nous avons celui de lui demander s'il a sérieusement l'intention de laisser exister ce déficit monstrueux sans prendre les moyens de le réduire ou d'établir l'équilibre entre le revenu et la dépense en imposant des taxes additionnels. Si j'en juge d'après ce qu'il a dit, je dois supposer que l'honorable ministre a l'intention de ne rien faire du tout. Si j'en juge d'après son discours, l'honorable ministre vit dans l'espérance, et il désire nous y voir vivre.

L'honorable ministre peut assurément nous dire —sa politique sur ce point doit être établie depuis longtemps—s'il a l'intention de combler ce déficit au moyen d'une nouvelle imposition de taxes. Il peut également nous dire s'il se propose d'augmenter les charges du peuple en accordant de nouvelles subventions; et c'est une chose que la Chambre, dans les circonstances, devrait savoir le plus tôt possible.

L'honorable ministre peut pareillement nous dire s'il a l'intention de contracter de nouveaux emprunts. J'ai pris la peine d'analyser les relevés des sommes d'argent qui sont à la disposition de l'honorable ministre; et d'après ce que je peux voir—encore une fois on me corrigera si je me trompe—le dernier emprunt qu'il a fait, s'élevant à \$10,700,000 à peu près, paraît avoir entièrement été épuisé. Je vois qu'à la date du 1er avril 1895, nous avons dépensé \$3,273,000 imputables sur le compte du capital; nous avons fait en Angleterre un emprunt temporaire de £500,000 sterling, que nous avons remboursés; nous avons à combler le déficit de \$1,210,000 pour 1894; nous avons pour l'année courante jusqu'à cette date un déficit de \$5,016,000. De sorte que l'honorable ministre, à même ces \$10,700,000, a dépensé, ou il aura à dépenser différentes sommes s'élevant à \$11,932,000, sans compter les dépenses supplémentaires imputables sur le compte du capital qui peuvent survenir durant le présent trimestre.

Quant à l'argent en caisse—et l'honorable ministre me corrigera si je fais erreur—je vois que l'honorable monsieur a, à son crédit, dans les différentes banques canadiennes, une somme de \$5,300,000. Je demanderai à l'honorable ministre s'il a, à Londres, une somme d'argent importante à son crédit, ou si ces \$5,300,000 représentent tout son actif disponible?

M. FOSTER: L'honorable député veut-il discuter la question des finances dans le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône? Si c'est son intention il agit contrairement à ce qu'il a dit il y a un instant.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: J'ai dit que je n'avais pas l'intention de discuter la question commerciale.

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

M. FOSTER: Si l'honorable député se propose de discuter la question des finances, je n'en ai pas l'intention pour ma part.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Alors, je peux supposer que l'honorable ministre n'a pas d'argent à Londres?

M. FOSTER: Si l'honorable député veut patienter jusque vers le milieu de la semaine prochaine—

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Je patienterai jusqu'à ce que j'aie le temps d'insérer deux interpellations à l'ordre du jour, et il aura alors l'occasion de me renseigner. Je supposerai donc que cette somme de \$5,300,000 représente tout l'actif de l'honorable ministre. Cette somme est déjà dépensée d'avance. Il n'en resterait rien si les sommes dues jusqu'à ce jour étaient payées. C'est dans cette position que nous sommes aujourd'hui. Ainsi que l'honorable ministre le sait, nous avons des obligations considérables. Nous sommes obligés de nous procurer plusieurs millions de piastres pour payer les subventions que nous avons accordées aux différentes compagnies de chemins de fer, et ces obligations ne sont pas les seules. De plus, ainsi que chacun le sait, nous empruntons à demande, du peuple du Canada, à peu près \$40,000,000, de sorte que nous devons, en toute conscience, mettre en réserve chez nos banquiers une somme considérable pour faire face aux circonstances imprévues.

M. l'Orateur, je ne discuterai pas en ce moment la question des relations de la banque de Montréal avec le gouvernement, question qui mérite notre attention. J'ai dit à l'honorable ministre quand il a conclu le présent arrangement, que, à mon avis, il commettait une erreur, et pour cette raison, qu'il a déjà constatée ou qu'il constatera, savoir, en confiant toutes nos affaires financières à la banque de Montréal, qui fait des affaires considérables dans le Canada, il s'est exposé à courir le risque que s'il a besoin d'argent de cette source cet argent devra être pris à même les facilités courantes accordées au commerce du pays, ce qui peut être d'un grand désavantage pour le peuple. Néanmoins, je remettrai à plus tard la discussion de cette question.

Ainsi que je l'ai dit, je me suis abstenu de discuter la question commerciale, mais avant de cesser de parler de ces déficits épouvantables, je profiterai de l'occasion pour dire quelques mots au sujet des déficits que nous avons eus en 1876-77-78. L'honorable ministre a eu la bonté de dire qu'il y avait une différence entre le déficit d'aujourd'hui et ceux de ces trois années. L'honorable ministre fait erreur, car il y a plus d'une différence entre ces trois déficits et celui de 1895. Le déficit de 1895 est comme la verge d'Aaron, il est assez gros pour englober les trois autres réunis. L'honorable ministre peut dire avec vérité qu'il nous a "vus," et qu'il a mis plusieurs "de mieux."

M. FOSTER: C'est ce que nous faisons tous les jours.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Oni, c'est un gouvernement qui marche vingt-neufs à l'heure quand il se dirige sous le vent, et surtout vers les déficits. Mon honorable ami qui a parlé en premier lieu s'est trompé sur un point. Il a fait erreur en disant que c'était le déficit le plus considérable dans l'histoire du Canada. C'est vrai